



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Secrétariat Général pour l'Administration de la Police

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACQUISITION

D'UN NAVIRE RAPIDE ET D'UNE REMORQUE ROUTIÈRE

POUR L'ANTENNE RAID DE GUYANE

2025M009

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Marché passé en appel d'offres ouvert

Code CPV : 34513000-6 autre navire spécialisé

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
ARTICLE 2 - ACTEURS DU MARCHÉ.....	4
2.1 Pouvoir adjudicateur.....	4
2.2 Service gestionnaire.....	4
2.3 Comptable assignataire.....	4
2.4 Groupement et mandataire.....	4
2.5 Sous traitance.....	5
2.6 Obligations d'information.....	5
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4 - CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ.....	5
ARTICLE 5 - PROCÉDURE DE PASSATION ET ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 6 - DURÉE ET DÉLAIS.....	6
ARTICLE 7 - NOTIFICATION.....	6
7.1 Canal unique de notification.....	6
7.2 Adresse électronique de référence.....	6
ARTICLE 8 - CLAUSES FINANCIÈRES.....	6
8.1 Prix.....	6
8.2 Variation du prix.....	6
8.3 Avance.....	6
8.6 Déroulement des paiements.....	7
ARTICLE 9 - FACTURATION.....	7
9.1 Canal unique de transmission.....	7
9.2 Paiement des co-traitants et sous-traitants.....	7
9.3 Intérêts moratoires.....	7
9.4 Taxe sur la valeur ajoutée.....	7
9.5 Cession ou nantissement.....	7
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	7
10.1. Assurances.....	7
10.2. Transport et gestion des déchets.....	7
10.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	7
ARTICLE 11 - VÉRIFICATION – ADMISSION - GARANTIE.....	8
11.1. Vérification.....	8
11.2. Admission.....	8
11.3. Garantie.....	8
ARTICLE 12 - SUIVI DU PROGRAMME D'EXÉCUTION.....	8
12.1. Rapport mensuel.....	8
ARTICLE 13 - ÉVOLUTION DU CONTRAT ET CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	8
13.1. Modifications de certaines prestations.....	8
13.2. Cas d'activation de la clause de réexamen (R.2194-1 CCP).....	8
13.3. Procédure.....	8
13.4. Plafonds financiers.....	9
13.5. Transfert du contrat (R.2194-7 CCP).....	9
13.6. Absence d'accord.....	9
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS D'INEXÉCUTION.....	9

14.1. Principe général.....	9
14.2. Procédure contradictoire.....	9
14.3. Barème des pénalités.....	9
14.4. Cas exonératoires.....	9
14.5. Sanctions complémentaires.....	9
ARTICLE 15 - RÉILIATION ET CESSATION ANTICIPÉE DU MARCHÉ.....	10
15.1. Fondements généraux.....	10
15.2. Procédure contradictoire.....	10
15.3. Difficultés financières du titulaire.....	10
15.4. Effets financiers.....	10
ARTICLE 16 - LANGUE.....	10
ARTICLE 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	10
17.1. Accord à l'amiable.....	11
17.2. Modes alternatifs.....	11
17.3. Procédure contentieuse.....	11
ARTICLE 18 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	11

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation porte sur la fourniture et la livraison d'un navire rapide en coque aluminium moteur hors bord inclus homologuée CE et remorque routière à l'antenne RAID de Guyane.

Le navire est neuf.

Le navire devra permettre les opérations et présenter les caractéristiques suivantes :

- Grande manœuvrabilité pour lui permettre d'accoster sans dommage sur des embarcations à faible franc bord,
- Matériels installés à bord, seront dans la mesure du possible, marinisés et tropicalisés,
- Transport jusqu'à 6 personnes, équipage inclus, dont 2 membres d'équipage et 4 personnels requis pour les besoins de la mission.

Article 2 - ACTEURS DU MARCHÉ

2.1 Pouvoir adjudicateur

Ministère de l'Intérieur
représenté par M. le Préfet de la Région Guyane,
Rue Fiedmond
97307 Cayenne Cedex

En application de la convention de délégation de gestion relative aux dépenses des services centraux de la DGNP, signée le 30 juin 2023, "la délégation de gestion porte également sur l'ensemble des procédures de passation des marchés nécessaires à l'exécution des opérations relevant de la commande publique".

2.2 Service gestionnaire

Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP)
Division du budget et de la commande publique
Bureau de la commande publique
9 avenue Charlery – BP 5005 - 97305 Cayenne .

Il organise la procédure, suit l'exécution administrative et reçoit les demandes de sous-traitance.

L'interlocuteur du titulaire du marché pour toutes les questions techniques est :

Le commandant Christian VIAL, chef de l'antenne RAID de Guyane - Antenne RAID 973

Tél : 05 94 21 48 51

@ : antenne-raid973@interieur.gouv.fr

Le représentant du pouvoir adjudicateur assure par lui-même ou ses représentants, la surveillance, le contrôle de l'exécution et la réception des prestations.

2.3 Comptable assignataire

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre de l'Intérieur
SCBCM-DCM
Immeuble Lumière
40, Avenue des Terroirs de France
75 012 PARIS

Il assure le paiement des prestations du marché.

2.4 Groupement et mandataire

En cas de groupement, il sera fait application de l'article 3.5 CCAG Fournitures Courantes et Services 2021 (CCAG FCS). Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, conformément à l'article 3.5.1 de ce même CCAG.

2.5 Sous traitance

Les demandes d'acceptation et d'agrément sont introduites selon les articles L.2193-1 et R.2193-1 s. du Code de la commande publique. Le paiement direct est accordé lorsque la part sous-traitée dépasse le seuil réglementaire et que l'acte spécial est accepté avant exécution.

2.6 Obligations d'information

Toute modification juridique susceptible d'affecter l'exécution du marché (fusion, cession de fonds, redressement judiciaire) est notifiée au maître d'ouvrage dans les quinze jours, avec pièces justificatives. À défaut, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de résilier le marché dans les conditions de l'article 16 du présent CCAP.

Article 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Par ordre décroissant de priorité :

1. L'Acte d'Engagement et ses avenants éventuels,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
4. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
5. Le mémoire technique accepté par le pouvoir adjudicateur,
6. Les actes spéciaux de sous-traitance agréés postérieurement.

Dans chaque document, le texte principal prévaut sur ses annexes.

Les pièces générales applicables sont le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur au mois « zéro » défini à l'article 8.

Article 4 - CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉ

Les obligations de confidentialité de l'article 5.1 du CCAG FCS s'appliquent intégralement ; aucune information confidentielle communiquée par le maître d'ouvrage ne peut être divulguée sans son accord écrit.

Chaque partie respecte le règlement (UE) 2016/679 et la loi 78-17 modifié pour tout traitement de données à caractère personnel.

Tout transfert hors de l'Union européenne exige l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Article 5 - PROCÉDURE DE PASSATION ET ALLOTISSEMENT

Le marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert visée aux articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-1, R.2424-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

L'absence d'allotissement est donc justifiée au sens de l'article L.2113-10 du CCP.

Article 6 - DURÉE ET DÉLAIS

Le marché prend effet à la date de sa notification et reste en vigueur jusqu'à la fin de la période de garantie.

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **douze mois** calendaires à compter de la date de notification.

Toute prolongation due à un fait non imputable au titulaire est accordée conformément à l'article 13.3 CCAG FCS.

Article 7 - NOTIFICATION

7.1 Canal unique de notification

Toutes les décisions et ordres de service qui font courir un délai sont déposés sur la plateforme PLACE.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification est réputée reçue à la date du premier téléchargement certifié ou, à défaut, huit jours après la mise en ligne.

En cas de groupement, la notification au mandataire vaut pour tous les membres.

7.2 Adresse électronique de référence

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement l'adresse courriel liée à son compte PLACE.

Tout changement est notifié deux jours ouvrés avant sa prise d'effet.

Article 8 - CLAUSES FINANCIÈRES

8.1 Prix

Le prix est global et forfaitaire, exprimé en euros hors taxe. Il couvre l'ensemble des prestations du marché et toutes sujétions y compris les frais de transport, l'octroi de mer et les frais d'immatriculation.

La Guyane étant provisoirement exonérée de TVA (CGI, art. 294-1), aucun montant TTC n'est calculé.

8.2 Variation du prix

Le prix est établi au mois de base M0 (date limite de remise des offres).

Le prix est ferme et actualisable selon la formule ci-dessous si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de notification.

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français –CPF 30.1- **Navires et bateaux** – Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010763963 sur le site internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>.

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

P = prix actualisé HT

Po = prix initial HT

I0 (m-3) = Indice en vigueur trois mois avant le début de l'exécution.

I1 (m0) = Indice en vigueur à la date de l'exécution

8.3 Avance

Le titulaire bénéficie d'une avance de 30 % s'il est PME, ou de 5 % dans les autres cas.

Le montant de l'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

En application de l'article R.2191-11 du CCP, le remboursement de l'avance s'effectue lors de la facture finale émise à la réception du navire rapide et de la remorque.

8.6 Déroulement des paiements

Les règles de facturation, de révision, d'intérêts moratoires, de paiement des co-traitants et des sous-traitants et de cession ou nantissement de créances sont détaillées à l'article 9.

Article 9 - FACTURATION

9.1 Canal unique de transmission

Toutes les factures sont déposées exclusivement sur Chorus Pro ; le dépôt horodaté fait courir le délai global de paiement de trente jours (art. R.2192-10 CCP).

9.2 Paiement des co-traitants et sous-traitants

Les demandes de paiement direct, déposées sur Chorus Pro, sont réputées acceptées si le titulaire ne les valide pas dans les quinze jours (art. R.2193-10 CCP).

9.3 Intérêts moratoires

Tout dépassement du délai de trente jours ouvre droit aux intérêts moratoires calculés selon les articles R.2192-31 à R.2192-36 CCP, sans qu'aucune suspension ne puisse résulter d'un manquement du maître d'œuvre.

9.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prestations sont facturées hors taxe, la Guyane étant exonérée en vertu de l'article 294-1 du CGI.

9.5 Cession ou nantissement

Le titulaire peut céder ou nantir ses créances dans les conditions des articles L.2191-8 et R.2191-45 s. CCP. La notification s'effectue via Chorus Pro.

Article 10 - CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

10.1. Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCGA FCS.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le candidat pressenti doit justifier à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

10.2. Transport et gestion des déchets

Il sera fait application des articles 20.3 et 20.4 du CCAG FCS

10.3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire se conforme aux prescriptions législatives et réglementaires relatives aux conditions de travail, au temps de travail, au salaire minimum et à la lutte contre le travail dissimulé et en fournit la preuve sur simple demande de l'acheteur.

Article 11 - VÉRIFICATION – ADMISSION - GARANTIE

11.1. Vérification

Les essais et contrôles prévus à l'article 10 du CCTP sont réalisés par le titulaire à ses frais pendant l'exécution et durant la période de garantie. Ils portent sur la conformité des matériaux et la performance des équipements.

Toute non-conformité fait l'objet d'un ordre de service prescrivant, sans supplément de prix, la reprise, la réparation ou le remplacement, dans le délai qui y est fixé.

11.2. Admission

Les dispositions de l'article 30 du CCAG FCS s'appliquent après les essais décrits dans l'article 10.3 du CCTP.

11.3. Garantie

En complément des dispositions de l'article 33 du CCAG FCS, **le titulaire du marché s'engage à fournir un navire de remplacement similaire en terme de taille et de performance en cas d'indisponibilité du navire sous 24h à compter de la réception de la déclaration de la panne et pour une durée de 2 semaines ou le temps des réparations.**

Article 12 - SUIVI DU PROGRAMME D'EXÉCUTION

12.1. Rapport mensuel

Le titulaire adresse, au plus tard le dixième jour calendaire de chaque mois, un rapport détaillant l'état d'avancement de la prestation.

Ce rapport est transmis Commandant VIAL Christian, chef de l'antenne RAID de Guyane - Antenne RAID 973

Tél : 05 94 21 48 51

@ : antenne-raid973@interieur.gouv.fr

Article 13 - ÉVOLUTION DU CONTRAT ET CLAUSE DE RÉEXAMEN

13.1. Modifications de certaines prestations

Les adaptations prévisibles, non substantielles et décrites ci-après relèvent de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Les autres modifications autorisées par l'article R.2194-2 (travaux ou services devenus nécessaires, circonstances imprévues) font l'objet d'un avenant distinct, conformément à l'article R.2194-3 du CCP.

13.2. Cas d'activation de la clause de réexamen (R.2194-1 CCP)

➤ Introduction d'un équipement ou logiciel plus performant exigé par l'évolution technologique ou réglementaire.

13.3. Procédure

➤ La partie à l'initiative adresse à l'autre un courrier motivé précisant l'impact technique, financier et calendaire.

➤ Le titulaire remet sous quarante-cinq jours une offre de réexamen chiffrée.

➤ Une réunion de négociation se tient dans le mois suivant le dépôt.

➤ L'accord est formalisé par avenant, soumis le cas échéant aux formalités de publicité.

13.4. Plafonds financiers

➤ Les modifications relevant de l'article R.2194-2 CCP sont limitées, cumulées, à 50 % de la valeur initiale du marché conformément à l'article R.2194-3 CCP.

13.5. Transfert du contrat (R.2194-7 CCP)

En cas de fusion, cession ou restructuration du titulaire, l'acheteur peut accepter la poursuite du marché avec le successeur si celui-ci démontre des capacités équivalentes ; la décision est matérialisée par avenant.

13.6. Absence d'accord

Si aucun accord n'est trouvé dans un délai de six mois à compter de la notification initiale :

- l'acheteur peut, lorsque les conditions de l'article L.2194-1 CCP sont réunies, modifier unilatéralement le marché ;
- à défaut, il peut résilier le contrat dans les conditions de l'article 15 du CCAP.

Article 14 - PÉNALITÉS D'INEXÉCUTION

14.1. Principe général

Les pénalités visent à compenser le préjudice résultant du non-respect d'un délai contractuel ou d'une obligation formelle. Elles sont précomptées sur le premier décompte disponible et ne dispensent pas le titulaire d'exécuter la prestation concernée ni de réparer le dommage réellement subi.

14.2. Procédure contradictoire

Avant toute mise en recouvrement, l'acheteur adresse au titulaire, par voie électronique sur PLACE, une notification indiquant l'obligation manquée, le montant prévisionnel et la date envisagée de début de calcul.

Le titulaire dispose de quinze jours calendaires pour présenter des observations.

À défaut de réponse dans ce délai, ou si les observations sont rejetées par décision motivée, les pénalités sont appliquées à la date initialement notifiée.

14.3. Barème des pénalités

- Pénalité de retard dans la mise à disposition d'un navire de remplacement :
100 € / jour calendaire à compter du 1^{er} jour après la réception de la déclaration de la panne du navire
- Pénalité de retard de livraison :
Les dispositions de l'article 14. 1 du CCAG FCS s'appliquent.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

14.4. Cas exonérateurs

Les pénalités ne sont pas dues en cas de force majeure reconnue ou lorsque le retard provient exclusivement d'un fait du maître d'ouvrage.

Dans ces hypothèses, les délais contractuels sont prolongés conformément à l'article 13.3 du CCAG FCS.

14.5. Sanctions complémentaires

L'application d'une pénalité n'interdit pas à l'acheteur, en cas d'inexécution grave ou répétée, d'engager les mesures prévues à l'article « Résiliation – Exécution par défaut » du présent CCAP ou de mettre en jeu la responsabilité civile du titulaire pour le préjudice résiduel non couvert par les pénalités.

Article 15 - RÉSILIATION ET CESSATION ANTICIPÉE DU MARCHÉ

15.1. Fondements généraux

- Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS s'appliquent intégralement, sous réserve des précisions ci-après.
- La résiliation pour motif d'intérêt général ouvre droit, sur justificatifs, au remboursement des dépenses directement engagées et non amortissables dans la limite prévue à l'article 42 du CCAG FCS.
- Le contrat peut être résilié aux torts du titulaire pour manquement grave, notamment inexécution persistante après mise en demeure restée sans effet quinze jours, production de renseignements inexacts au sens des articles L.2142-1 et R.2143-3 du CCP ou refus de présenter les documents sociaux prévus par le Code du travail.
- Lorsque l'acheteur est tenu d'appliquer un règlement européen imposant une rupture des relations contractuelles – en particulier le règlement (UE) 2014/833 modifié par le règlement (UE) 2022/576 – aucune indemnité n'est due si le titulaire ou son groupe relève d'une entité visée par ces mesures restrictives.

15.2. Procédure contradictoire

1. Avant toute résiliation fautive, l'acheteur adresse au titulaire une mise en demeure précisant les griefs et accordant un délai de quinze jours calendaires pour que celui-ci présente des observations ou propose un plan d'action.
2. En l'absence de réponse satisfaisante, l'acheteur notifie sa décision motivée de résiliation et, le cas échéant, le recours à l'exécution aux frais et risques, conformément à l'article 41 du CCAG FCS.

15.3. Difficultés financières du titulaire

1. Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de toute ouverture de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, en joignant le jugement.
2. Le maître d'ouvrage sollicite l'administrateur ou le liquidateur en application des articles L.622-13 et L.641-10-1 du Code de commerce afin de connaître leur intention de poursuivre ou non le marché.
3. A défaut de réponse dans le mois ou en cas de refus de poursuite, la résiliation est prononcée sans indemnité et notifiée au titulaire ou à l'organe de la procédure.

15.4. Effets financiers

- Les décomptes afférents aux prestations réalisées avant la date de résiliation sont réglés selon les modalités habituelles.
- Les éventuelles sommes dues au maître d'ouvrage au titre des pénalités, dépenses de substitution ou dommages-intérêts peuvent être imputées sur les acomptes restants

Article 16 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français. Il est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

Les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS s'appliquent.

17.1. Accord à l'amiable

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

17.2. Modes alternatifs

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir l'un ou plusieurs des modes alternatifs de règlement des conflits, soit la médiation, l'arbitrage ou le recours au règlement amiable des différends dont principalement :

a) Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à Monsieur le médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Si, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'a pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

b) Médiateur des entreprises rattaché auprès du ministère de l'Économie et des finances, conformément aux dispositions de l'article L.2197-4 et R.2191-23 à 24 du CCP, contactable en suivant le lien <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

c) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

CCIRA de Paris
Préfecture Ile de France
5 rue Leblanc
75911 PARIS Cedex 15

Téléphone : 01 82 52 40 00 (standard)
Site Internet : www.ile-de-france.gouv.fr

17.3. Procédure contentieuse

À défaut d'accord amiable entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de PARIS, seul compétent.

7 rue De Jouy
75181 Paris Cedex 04
Tél : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article 18 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Articles C.C.A.P.	Articles C.C.A.G.
10.1	9